



Lettre n° 229 du 27 février 2022

Au sommaire :

- **Non à la guerre ! La folie meurtrière de Poutine, c'est la folie des rivalités bellicistes entre puissances capitalistes - Pour l'indépendance de l'Ukraine et la paix, la solidarité des travailleurs et des peuples** - *Yvan Lemaitre*
- **Sécurité sociale universelle, salaire à vie ou exproprier le capital pour changer de mode de production** - *Bruno Bajou*

## **Non à la guerre ! La folie meurtrière de Poutine, c'est la folie des rivalités bellicistes entre puissances capitalistes Pour l'indépendance de l'Ukraine et la paix, la solidarité des travailleurs et des peuples**

L'invasion de l'Ukraine déclenchée par Poutine terrorise les populations et suscite à juste titre l'inquiétude partout dans le monde. Elle provoque de terribles souffrances, les morts et les blessés militaires et civils, l'exode de milliers de femmes, d'hommes, d'enfants, les destructions absurdes, un drame mais aussi un avertissement, une alarme qui nous concernent toutes et tous, ici en France mais aussi en Europe et dans le monde. Si Poutine en porte l'entière responsabilité, la guerre n'est pas la conséquence de sa seule paranoïa mais, bien plus globalement, celle de la folie des rivalités entre les grandes puissances, de la concurrence exacerbée par la faillite du système, de la lutte acharnée que se livrent les brigands capitalistes, grands ou petits, pour les zones d'influence, la folie d'un monde où les rapports de force pour l'appropriation des richesses produites par l'ensemble des prolétaires régissent les relations entre les États.

Après avoir reconnu l'indépendance des « *républiques populaires* » de Donetsk et Lougansk, régions séparatistes prusses de l'est de l'Ukraine, proclamées en 2014 avec le soutien militaire de la Russie, Poutine y a envoyé ses troupes « *maintenir la paix* », c'est-à-dire occuper l'ensemble du Donbass pour l'annexer et déclarer la guerre à l'Ukraine pour la soumettre.

Emporté par son délire guerrier, Poutine a menacé : « *quiconque entend se mettre sur notre chemin ou menacer notre pays et notre peuple doit savoir que la réponse russe sera immédiate et aura des conséquences jamais vues dans votre histoire* ». Une arrogance qui ne peut exclure l'usage d'armes nucléaires.

Condamner la guerre engagée par Poutine ne signifie pas fermer les yeux sur les enchaînements et surenchères qui y ont conduit. Il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas voir la responsabilité de Biden, Macron et leurs alliés, de l'Otan qui, principaux auteurs de guerre, prétendent défendre le droit des peuples.

### **Luttes de pouvoir, luttes économiques et commerciales contre les peuples**

La guerre engagée par l'autocrate russe répond à des besoins tant de politique intérieure qu'extérieure. Le dictateur ne peut se contenter de la terreur policière pour perpétuer son pouvoir, il a aussi besoin de flatter le nationalisme grand russe et son solide soutien, l'Église orthodoxe, le sabre et goupillon, en espérant ainsi étouffer, dévoyer ou paralyser le mécontentement de la population. Son expansionnisme qui prétend défendre les intérêts du peuple russe, dans lequel il inclut les peuples d'Ukraine, obéit plus aux besoins d'une dictature à bout de souffle qu'à ceux de la sécurité de la Russie.

Les visées de Biden et de l'Otan sont claires, poursuivre, après la déroute d'Afghanistan, le déploiement des forces de l'Otan, encercler sur sa frontière ouest la Russie dont ils ont rejeté les revendications : la fin de la politique d'élargissement de l'OTAN, l'absence de déploiement militaire menaçant la Russie et le retrait des infrastructures militaires de l'Alliance d'Europe de l'Est. Et ainsi, ils ont eux-mêmes contribué à pousser Poutine dans une folle et criminelle aventure militaire. Il se veut le nouveau tsar ou le nouveau Staline qui reconstruira la grande Russie

et son État bradés par Gorbatchev et Eltsine. Cette fuite en avant belliciste lui donne peut-être un délai mais il est fort possible qu'il coure à sa fin à plus ou moins courte échéance d'autant que ses ambitions expansionnistes sont disproportionnées au regard de la faiblesse économique de la Russie.

Le pouvoir ukrainien, Zelensky, se sont faits les complices de l'Otan, prêts à marchander les intérêts de leur peuple, à lui imposer des sacrifices sanglants pour défendre leurs propres intérêts et ceux des oligarques qui détiennent le pays auprès des multinationales occidentales, de l'UE.

Les États-Unis, leurs alliés, l'Otan agissent dans la continuité d'une longue tradition militariste au service des multinationales et des marchands d'armes. Comment oublier la guerre de Yougoslavie, celle d'Irak ou de Libye, d'Afghanistan, l'intervention militaire de la France au Mali et d'autres agressions militaires n'ayant d'autres objectifs que la protection des zones d'influence des USA et de leurs alliés contre les peuples.

## **De nouvelles sanctions, l'asphyxie financière comme arme de guerre**

Les USA puis l'UE et le G7 ont annoncé une série de nouvelles sanctions afin de faire de Poutine « *un paria sur la scène internationale* » selon les mots de Biden. Le blocage complet de 70 % du système bancaire russe vise à couper la Russie des marchés de capitaux européens. Des mesures économiques aussi ciblant des « *technologies cruciales* » telles les composants électroniques et des logiciels. Elles viseront « *des biens personnels et des personnalités* » dont Poutine et Lavrov.

L'UE vient finalement de décider d'exclure la Russie du système de paiement Swift, l'acronyme anglais de « *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication* », le cœur du système financier et du commerce mondiaux dont la Russie dépend en raison de ses exportations d'hydrocarbures et de transactions libellées en dollars américains.

Par ailleurs, l'Allemagne a décidé de suspendre la mise en route du gazoduc Nord Stream 2 qui a été achevé l'an dernier mais qui n'est toujours pas en fonction. Le geste est en fait symbolique, signe de l'allégeance de l'Allemagne aux USA, Allemagne qui vient de franchir un nouveau pas en décidant d'envoyer des armes en Ukraine.

L'efficacité des sanctions, à court terme, est bien incertaine face à une Russie dont les réserves financières sont importantes. Même s'il dit vouloir ouvrir des négociations, Poutine semble ne pas trop s'en inquiéter. Ce sont les populations qui en supporteront les conséquences par des pénuries et la hausse des prix. Il a annoncé une riposte qui conduira la Russie à renforcer ses liens avec la Chine ainsi qu'avec les régimes opposés à l'Otan.

Ces sanctions ont cependant provoqué une chute importante des bourses européennes alors que les signaux avant-coureurs d'un krach financier se multiplient. Elles ont un effet retour sur les banques européennes. Les prix des matières premières, du pétrole, des métaux, des pro-

duits alimentaires, en particulier le blé, poursuivent leur hausse et donc aggravent l'inflation alors que les dépenses militaires explosent avec l'intensification du déploiement de troupes par le Pentagone et l'Otan. Ici aussi, c'est la population qui en fera les frais. Il y a tout lieu de penser que les déséquilibres de l'économie mondiale vont s'en trouver aggravés, « *un important risque économique pour la région et le monde* » selon les propos de la directrice du FMI, Kristalina Georgieva.

## **Loin de revenir à la guerre froide, le monde est entré dans une nouvelle époque de guerres économiques, financières, militaires**

Bien des commentateurs évoquent un retour à la guerre froide, période, faut-il le rappeler, qui fut autant dominée par les guerres coloniales menées par les puissances impérialistes écrasant sous les bombes et le Napalm le droit à l'indépendance de millions de femmes et d'hommes que par l'antagonisme USA-URSS. L'analogie superficielle masque l'évolution du capitalisme mondialisé et financiarisé et les conséquences militaires de la globalisation de la concurrence capitaliste qui ne connaît d'autre régulateur que la force.

Autour du drame des populations d'Ukraine se négocient les rapports entre grandes puissances, l'ambition des USA et de leurs alliés de maintenir leur domination sur le monde en tentant d'imposer leur vision de la sécurité européenne en y associant l'Ukrainienne. Poutine ne pouvait accepter de rentrer dans ce jeu dicté par les USA, lui-même prisonnier de la logique aveugle et folle de sa dictature et du chauvinisme grand russe.

Il voudrait imposer la Russie et sa sphère d'influence dans un monde multipolaire, une « *nouvelle architecture du monde* » où les grandes puissances se partageraient les sphères d'influence. Xi Jin ping se retrouve avec la Russie pour dénoncer le monde unipolaire que les USA voudraient perpétuer, ce qui fait dire à Wang Yi, ministre chinois des affaires étrangères, « *Nous comprenons les préoccupations de sécurité légitimes de la Russie* ». Et la Chine s'est abstenue à l'ONU.

Le monde unipolaire dominé par les USA est dépassé mais cela ne signifie pas que puisse se constituer un nouvel ordre mondial multipolaire stable ou que nous soyons nécessairement engagés dans un processus qui conduirait à « *une troisième guerre impérialiste* » entre les grandes puissances pour se partager le monde, répétition de la guerre de 14 ou de 40. De nouveaux rapports de force économiques, financiers, militaires se dessinent à travers des rapports économiques, internationaux plus complexes et interdépendants que ceux que décrivait Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* au moment de la première guerre mondiale. Le capitalisme financier mondialisé intègre l'ensemble des nations dans la financiarisation, la concurrence et la militarisation, exacerbe les tensions sans qu'aucune puissance ne soit en mesure de les réguler, multipliant les foyers de conflits et de guerres possibles, une sorte de désordre mondial militarisé.

Le développement du capitalisme atteint ses limites tant sociales que spatiales. Les tensions internationales économiques, commerciales, militaires se combinent avec une exacerbation des tensions de classes, combinaison explosive qui porte en elle un nouvel ordre mondial.

## **L'indépendance de l'Ukraine dont les maîtres du monde ne veulent pas, condition de la paix**

Poutine justifie sa politique en niant l'existence même de l'Ukraine reprochant à Lénine et aux Bolcheviks, à la révolution d'octobre 17, de l'avoir créée en lui reconnaissant le droit à l'indépendance pour fonder ensuite, en 1922, l'Union des républiques socialistes et soviétiques mettant fin à la prison des peuples qu'était l'empire tsariste. Cette démocratique fédération des Républiques socialistes fut ensuite soumise à la dictature de la bureaucratie stalinienne foulant aux pieds les droits des peuples. Aujourd'hui, Poutine se prévaut de la continuité de Staline et invoque la deuxième guerre mondiale contre le fascisme pour justifier son agression militaire !

Des décennies d'oppression russe sur l'Ukraine, imposée avec brutalité et violence par le stalinisme, ont fait le lit du nationalisme antirusse et de la propagande occidentale anticommuniste. De son côté, Poutine voudrait instrumentaliser le « patriotisme » russe en fonction de ses objectifs réactionnaires. Cette propagande se heurte à la réalité historique, sociale que vivent les populations sacrifiées aux objectifs d'une minorité de fous furieux obsédés par leur pouvoir absurde et sanglant.

Défendre l'indépendance de l'Ukraine suppose une totale indépendance vis-à-vis de Zelensky et du gouvernement ukrainien, soutenus par l'Union européenne. Et il semble aujourd'hui qu'au sein de la population se dégage un profond sentiment contre la guerre tout autant dirigé contre la Russie que contre le pouvoir ukrainien. En Russie, malgré la répression et les interdictions, à Moscou et à Petrograd mais aussi semble-t-il à travers tout le pays, des manifestations contre la guerre de Poutine ont lieu. Les perspectives de progrès et de paix sont de leur côté, il ne peut y avoir de paix en Ukraine et dans le monde sans le respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La seule perspective réaliste pour que le pays soit réellement indépendant serait d'exproprier les oligarques et de rompre les accords conclus avec le FMI et avec la mise sous tutelle par les organismes financiers ou encore empêcher le bradage des ressources naturelles aux multinationales.

Cette perspective est entre les mains des travailleurs, des classes populaires liés par la langue, par l'histoire, par l'économie aux travailleurs de Russie mais aussi à ceux de Pologne, de Hongrie, de Roumanie, de Biélorussie. Ensemble ils représentent la seule force à même de mettre fin à la guerre et d'ouvrir une perspective progressiste et démocratique.

## **En Russie comme en Ukraine, en France ou aux USA, l'ennemi est dans notre propre pays**

Il serait illusoire d'attendre des gouvernements et des États une politique de paix démocratique respectant le droit des peuples. La seule paix qui pourrait sortir de nouvelles négociations internationales ne pourrait être qu'une paix armée, de nouveaux accords de Minsk codifiant les nouveaux rapports de force, un nouveau cessez-le-feu que chacun remettra en cause quand il le pourra.

Demander aux États un désarmement, une désescalade, est vain. Biden et le Pentagone comme l'Otan savaient parfaitement que leur refus obstiné d'entendre les demandes russes accompagné d'une politique de militarisation des pays frontaliers de la Russie membres de l'Otan, poussait Poutine à la fuite en avant guerrière. Il n'y a pas d'un côté le méchant Poutine menant son propre plan depuis des années et de l'autre les bons, Biden et l'Otan défendant la souveraineté des peuples. Cette propagande grossière masque la politique délibérée de Biden et du Pentagone de prendre Poutine à son propre piège s'il ne cédait pas à leur propre plan. L'assurance avec laquelle Biden a annoncé, des semaines durant, que Poutine allait envahir l'Ukraine n'était en réalité que l'expression de sa propre politique, acculer Poutine ou à la capitulation ou au pire, la fuite en avant militaire.

Dans ce jeu de poker menteur militaire auquel se livrent les grandes puissances, la politique de Biden et du Pentagone vise à affaiblir la Russie voire accélérer la fin du régime de Poutine et créer les conditions d'un éventuel accord de sécurité entre la Russie et l'Otan et, surtout, l'Europe contrainte, face à la menace russe, de s'unir, y compris militairement, ce que souhaite Washington comme l'expliquait non sans brutalité Trump. Et ce dont Macron, en bon serviteur, se fait le champion.

Face aux manœuvres économiques, financières et militaires qui ne font qu'un et constituent le contenu même de la nouvelle époque dans laquelle le monde est engagé, il n'y a pas d'ennemi principal ou d'ennemi secondaire, il n'y a qu'un seul « campisme », le campisme de classe, le campisme démocratique et révolutionnaire, le camp des prolétaires du monde entier, contre l'exploitation, contre l'oppression, contre la guerre, contre la destruction de la planète, pour le socialisme. C'est cette voix que portent ici, dans la cacophonie et les retournements de la campagne présidentielle, notre camarade Philippe Poutou et Nathalie Arthaud.

C'est bien pourquoi notre solidarité pleine et entière avec les peuples et les travailleurs d'Ukraine et de Russie face à la guerre, à Poutine, aux oligarques et aux agressions de l'Otan implique de nous donner les moyens de combattre notre propre bourgeoisie, son État et les politiciens qui les servent, en œuvrant à unir toutes celles et ceux, les organisations et courants révolutionnaires, les internationalistes qui défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en combattant la domination capitaliste, quelle que soit sa forme, pour la coopération des peuples, le socialisme.

*Yvan Lemaitre*

# Sécurité sociale universelle, salaire à vie ou exproprier le capital pour changer de mode de production

Face à la faillite globale du capitalisme, de nombreuses discussions traversent les milieux militants politiques, syndicaux et associatifs comme la campagne présidentielle sur comment formuler des perspectives pour unifier les luttes qui se développent, comment apporter une réponse globale pour sortir de l'impasse dans laquelle le système nous conduit.

Comme le disent Bernard Friot et Frédéric Lordon, l'anticapitalisme ne suffit plus, il faut aussi définir ce que l'on veut, donner un contenu plus concret à l'idée qu'un autre monde est nécessaire et possible, une société débarrassée des rapports d'exploitation, libérée de la logique mortifère de la course au profit, de la concurrence, de l'égoïsme de classe, une société où la production ne serve qu'à la satisfaction des besoins de toutes et tous, en harmonie avec notre environnement, le socialisme, le communisme.

A travers cette discussion s'expriment à la fois la révolte face aux ravages entraînés par la faillite du capitalisme alors que jamais les progrès des sciences n'ont ouvert autant de possibilités et la conscience qu'il n'y a pas d'issue à cette crise globale sans remettre en cause les fondements du capitalisme.

Mais s'exprime aussi la difficulté à penser l'avenir en s'affranchissant des vieux raisonnements, des schémas du passé, à formuler une politique de classe en toute indépendance des institutions comme du jeu électoral et donc de la logique des appareils syndicaux et politiques dont c'est l'unique horizon.

La volonté de trouver des solutions concrètes, « *crédibles* », conduit bien des militants à ne les penser que dans des cadres institutionnels déjà existants... quitte à les idéaliser comme c'est le cas avec les différentes déclinaisons de l'idée que la solution serait dans le renforcement du régime général de la sécurité sociale, son élargissement à tous les secteurs de l'activité : sécurité sociale pour le grand âge, sécurité sociale de l'alimentation ou généralisation du statut de fonctionnaire voire salaire à vie. Ces perspectives sont défendues depuis plusieurs années par Bernard Friot et le collectif Réseau salariat, mais sont aussi reprises dans le milieu syndical comme dans les programmes des partis de gauche du PCF à la FI et jusqu'à l'extrême gauche, par notre camarade Philippe Poutou qui, dans la campagne présidentielle, parle d'une sécurité sociale généralisée qui permette un revenu à vie pour tous ou dans l'hebdomadaire du NPA, avec un dossier présentant l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation défendue par la Confédération paysanne.

Mais croire qu'il serait possible de construire un nouveau monde, de changer les fondements du capitalisme à partir de l'élargissement d'institutions déjà existantes conduit, en restant comme suspendu en l'air, à éviter de discuter de la réalité de la lutte de classes qui s'amplifie

partout dans le monde. Or toute perspective émancipatrice, toute transformation révolutionnaire ne peut que s'inscrire dans cette lutte des classes réelle.

Depuis plusieurs décennies les classes dominantes mènent une offensive pour maintenir leurs profits malgré la crise globale de leur système en accentuant l'exploitation du monde du travail et notamment en remettant en cause tous les acquis sociaux de l'après-guerre comme autant d'entraves à la machine à profit. C'est cette offensive qui définit le cadre de la lutte des classes et rend illusoire cette nostalgie du compromis d'après-guerre. D'autant qu'en retour, cette lutte des classes s'intensifie aussi du fait des nombreuses résistances, révoltes et luttes que cette offensive provoque à travers le monde.

## Sécurité sociale, retraite, fonction publique, des acquis précieux à défendre mais sans les idéaliser

De l'indispensable et légitime défense des acquis sociaux mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale, Bernard Friot et d'autres aboutissent à une idéalisation de la sécurité sociale comme du statut des fonctionnaires, en en faisant un « *déjà-là* » du communisme ou « *un germe de socialisme sans cesse remis en cause qui s'est développé partiellement dans la société capitaliste* », qu'il suffirait de généraliser comme réponse à la crise globale du capitalisme.

Outre qu'il n'est pas besoin de charger de vertus socialistes la Sécurité sociale pour s'opposer aux attaques du gouvernement, Friot ne fait en réalité que re-construire l'histoire de l'après-guerre, en mythifiant cette période, le CNR (conseil national de la résistance) et le rôle soi-disant révolutionnaire qu'auraient joué les ministres communistes auprès de De Gaulle et la CGT dans la mise en place du régime général de la sécurité sociale. Ainsi selon Bernard Friot en 1946, le parti communiste a « *subverti* » la sécurité sociale avec la mise en place du régime général, mais cette sécurité sociale mythifiée n'a existé que sur le papier car le contrôle direct par les travailleurs prévu a laissé la place à une gestion incluant syndicats, patronat sous l'arbitrage de l'État, la généralisation interprofessionnelle de la Sécu n'a jamais été totale pas plus que l'unicité du taux de remboursement qui est resté fixé par l'État... difficile donc d'y voir un « *déjà-là* » communiste !

La sécurité sociale comme tous les acquis sociaux d'après-guerre sont avant tout le résultat du compromis que la bourgeoisie française déconsidérée du fait de sa collaboration avec le nazisme, a dû concéder pour contenir la colère sociale, relancer la machine de production, faire accepter aux populations, après les ravages de la guerre, la reconstruction du même ordre social, de l'économie capitaliste.

Quelques droits sociaux concédés pour préserver sur le fond l'essentiel des intérêts sociaux de la bourgeoisie. Un compromis qui n'a été possible qu'avec la complicité des directions du PCF comme de la CGT, leur intégration dans les institutions de la bourgeoisie, conséquence d'une abdication de toute perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Pour la bourgeoisie, il s'agissait d'un compromis provisoire. Dès son origine, de multiples limites n'ont cessé de réduire la portée de ces acquis sociaux. Et depuis plusieurs décennies, l'offensive libérale des classes dominantes est le cadre de leur remise en cause frontale conduisant à la mise en concurrence de l'ensemble des travailleurs au sein d'un marché globalisé, dans le cadre d'un capitalisme financiarisé et mondialisé.

Défendre ces acquis sociaux de l'après-guerre est indispensable mais à condition de ne pas en faire un modèle de progrès social, surtout quand toute la politique des classes dominantes et de leurs représentants est une fuite en avant pour les remettre en cause et qu'il n'y aura pas de retour en arrière possible, pas de nouveaux droits sociaux à conquérir dans le cadre de ce système failli.

Formuler une politique et des perspectives pour les luttes et les révoltes qui grandissent impliquent de ne pas prendre un passé mythifié comme modèle mais oser se placer d'un point de vue de classe sans concession avec les institutions et les illusions réformistes que les partis qui espèrent arriver au pouvoir par les élections continuent de distiller.

## **Sécurité sociale de l'alimentation, l'illusion de tout changer... sans révolution**

Dans la continuité des idées de Bernard Friot, la sécurité sociale de l'alimentation est présentée par ses défenseurs dont la Confédération paysanne comme une alternative globale pour libérer ce secteur vital pour l'humanité de la poignée de multinationales de l'agroalimentaire qui détiennent un quasi-monopole pour l'achat, la transformation et la distribution des produits alimentaires. Tout ce secteur, comme bien d'autres, est ainsi soumis à la folie de la course aux profits, du marché, de la concurrence, de la course à la productivité et en conséquence est détourné de sa raison d'être, nourrir l'humanité. Non seulement cela a conduit à une agriculture et des élevages industriels qui ravagent l'environnement mais l'agrobusiness se révèle bien incapable de fournir une alimentation saine et suffisante à l'ensemble de la population et même de faire disparaître les famines et la sous-alimentation à l'échelle du monde.

Les géants de l'industrie agroalimentaire brassent des milliards d'euros, exploitent des millions de travailleur·e·s à travers le monde, contrôlent l'ensemble des maillons de ce secteur. Leur position de monopole leur donne un tel pouvoir qu'ils imposent leurs règles du jeu aux agriculteurs, aux petits commerçants, aux consommateurs mais aussi aux États, bien incapables de s'opposer à eux quand

il s'agit de santé publique, que ce soit pour imposer l'arrêt des pesticides ou favoriser une alimentation équilibrée.

Les défenseurs d'un service public de l'alimentation qui dénoncent à juste titre la folie de cette mainmise des multinationales, voudraient extraire toute la production alimentaire de la logique mortifère du marché. S'il est incontestable que c'est une nécessité, reste le problème de fond de comprendre ce qui l'empêche. Discuter de comment ce secteur pourrait être mieux organisé sur d'autres bases que le marché, d'une façon plus démocratique associant producteurs et consommateurs pour fournir une alimentation saine à tous, laisse entendre qu'il suffirait d'imaginer le bon système pour qu'il puisse se mettre en place, en douceur de l'intérieur sans avoir besoin de bouleverser tout l'ordre social.

Cela revient à faire l'impasse sur la réalité des rapports sociaux, en en faisant un problème de mauvaise organisation sociale plutôt qu'une question de domination de classe, d'exploitation sociale. Or toute réorganisation du secteur de l'alimentation prenant en compte la réelle satisfaction des besoins humains, comme d'ailleurs de tous les autres secteurs de l'activité économique, ne pourra se faire que sur la base de l'expropriation des grands groupes capitalistes qui ont mis en coupe réglée toute l'économie mondiale

Plus que d'imaginer la meilleure organisation sociale possible, il s'agit de formuler clairement l'enjeu de la bataille politique en cours : une lutte globale pour prendre le contrôle de l'économie en contestant la domination des classes possédantes. Il n'y aura pas de raccourci, pas de solution alternative sans poser la question de l'expropriation du capital, tant l'ensemble de l'économie est aujourd'hui sous le contrôle d'une poignée de multinationales.

Les nostalgiques de la période d'après-guerre espèrent un retour vers « *les jours heureux* », cette période révolue où, contrainte par le rapport de force, la bourgeoisie avait concédé des droits sociaux, ayant encore du « *grain à moudre* » que partis réformistes et syndicats pouvaient négocier et gérer. Dans le cadre de la mondialisation financière et de l'offensive des classes dominantes pour accentuer l'exploitation et le pillage de la nature, il n'y a aucune base pour une politique de compromis qui pourrait être le cadre d'une politique réformiste capable de conquérir de nouveaux droits sociaux sans remettre en cause sa logique profonde et donc la propriété capitaliste, la domination de classe de la bourgeoisie.

## **Généraliser le régime général de la sécurité sociale ou changer de mode de production**

Le capitalisme est enfermé dans une fuite en avant où la poursuite de l'accumulation de richesses par une infime minorité provoque une régression sociale globalisée et une destruction sans précédent de notre environnement. C'est pour cela qu'il n'y a rien à attendre des classes dominantes, de leur personnel politique comme de leurs institutions, ni d'ailleurs de tous ceux qui n'aspirent qu'à

participer à la gestion, à la sauvegarde de ce système en faillite.

Organiser l'économie en fonction des besoins sociaux et du respect de l'environnement ne se fera pas par un simple jeu institutionnel, par en haut, par l'application d'un bon programme de réformes comme la généralisation de la sécurité sociale. Parce qu'il s'agit d'imposer une toute autre logique politique et sociale, c'est un enjeu de la lutte des classes. Un combat de classe dont l'objectif final ne peut qu'être la conquête de la démocratie par les exploité.e.s et les opprimé.e.s pour décider de leur propre sort et réorganiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins sociaux, c'est la condition pour sortir du mode de production capitaliste.

C'est la ligne de démarcation fondamentale entre les révolutionnaires et toutes les forces politiques ou syndi-

cales qui, tout en dénonçant les ravages du capitalisme, restent prisonnières d'un cadre institutionnel républicain soi-disant démocratique, en fait, un jeu de dupes pour nous vendre les même vieilles illusions réformistes, sans avenir.

L'avenir est du côté des opprimés, de leurs révoltes qui se nourrissent des transformations de conscience qui, à l'échelle du monde, s'opèrent face aux conséquences de la faillite globale du capitalisme. A l'opposé de tous les marchands d'illusions, l'urgence est de donner une perspective commune à l'ensemble de ces révoltes pour leur donner une cohérence, une conscience de classe qui porte, en toute indépendance des institutions, la perspective d'une transformation révolutionnaire et démocratique de la société, le socialisme, le communisme.

*Bruno Bajou*